

## **Les travailleurs et les peuples seront les victimes de la « guerre des devises »**

La récente réunion des gouvernements membres du G-20 (les principaux pays impérialistes, ainsi que les dénommés « pays émergents ») à Séoul (Corée du Sud) s'est terminée par un échec prévisible. Les aimables manières diplomatiques et les sourires pour la photo ne pouvaient pas cacher l'échec à trouver un accord pour éviter la « guerre des devises » ou la « guerre commerciale » initiées par la politique que l'administration Obama commence à mettre en œuvre. Le président chinois Hu Jintao l'a signalé clairement en déclarant avec ironie : « *Nous ne nous sommes même pas mis d'accord sur l'horaire pour commencer les réunions* ».

La « guerre des devises » avait commencé avant la réunion, avec l'annonce de la *Federal Reserve*, la *Fed* (banque centrale étasunienne), de l'émission de 600 milliards de dollars au cours des 8 prochains mois pour racheter ses propres bons du Trésor, ainsi qu'avec la politique de cette institution de dévaluer le cours international du dollar face aux autres devises, un geste qui aura une incidence sur les autres pays impérialistes et sur les dénommés « pays émergents », en particulier les pays exportateurs.

Quant à la dynamique du dollar, nous voyons que l'annonce des initiatives de la Fed a été suffisante pour que le dollar chute de 10 % sur les marchés internationaux, et son prix va continuer à baisser au fur et à mesure que la Fed procèdera à l'émission de ces 600 milliards de dollars.

### **Exporter la crise**

Pour comprendre l'importance de cette politique du gouvernement Obama, et de son impact profond sur l'économie mondiale, il faut voir aussi son contexte aux Etats-Unis, caractérisé par la combinaison de deux éléments.

Le premier élément est que l'économie américaine, malgré les gros paquets d'aide de l'Etat aux banques et aux entreprises, ne redémarre pas : il y avait une reprise fragile au premier trimestre de 2010 (+3,7 % du PIB), mais elle a commencé déjà à ralentir au deuxième et au troisième, avec une croissance du PIB inférieure à 2 %, un chiffre qui ne permet même pas d'éviter que le chômage augmente. Des économistes bourgeois importants, comme Krugman et Roubini, parlent de la perspective d'une nouvelle récession ou, au mieux, d'une « croissance anémique » jusqu'à la fin de 2011.

Le deuxième élément est la défaite du gouvernement Obama et du Parti démocrate aux élections récentes, dans lesquelles ils ont perdu leur majorité à la Chambre des représentants. Tous les analystes s'accordent à dire que la cause principale de cette défaite a été le mécontentement populaire, concernant l'économie du pays et la persistance du chômage. Le gouvernement Obama, affaibli et forcé à co-gouverner avec un parlement de l'opposition dès l'année prochaine, a fait appel à la Fed pour mettre en œuvre une politique d'injection monétaire et de dévaluation de la monnaie, pour tenter de sortir de l'impasse.

Obama fait valoir que les Etats-Unis sont l'impérialisme hégémonique et l'émetteur de la monnaie internationalement acceptée (le dollar), pour essayer d'insuffler de l'air dans l'économie du pays : la dévaluation du dollar va promouvoir les exportations et réduire les importations. En ce sens, le président étasunien a déclaré que son objectif est « de doubler les exportations dans les années à venir. »

Mais, ce faisant, il « exporte » également la crise au reste du monde : **l'impérialisme étasunien a lancé une offensive « commerciale » pour résoudre sa crise au détriment des autres puissances impérialistes (comme l'Europe et le Japon) et des pays semi-coloniaux, ainsi que de ses propres travailleurs.**

En ce sens, la politique d'émission de dollars et de dévaluation de cette monnaie compromet encore davantage le système monétaire international, déjà très fragile et

instable, ce qui peut avoir un effet économique et politique très explosif, dans le cadre d'une crise économique internationale qui est loin de toucher à sa fin.

Il est important de rappeler que la politique d'Obama ne vise pas à « défendre les intérêts du peuple étasunien », mais seulement ceux de sa bourgeoisie. Son gouvernement était déjà en train de développer une attaque forte contre la classe ouvrière étasunienne et son niveau de vie, qui se manifeste dans un chômage de 10 %, une réduction de l'emploi dans les entreprises, la chute des salaires et des avantages sociaux (de nombreuses entreprises, telles que GM, ont exigé de leurs salariés qu'ils acceptent un salaire réduit de moitié) et une augmentation des taux de pauvreté à des niveaux jamais vus depuis des décennies. A cela, il faut ajouter que la dévaluation du dollar peut générer également un processus inflationniste à l'intérieur des Etats-Unis.

En outre, la politique actuelle des coupes budgétaires pour des services, tels que la santé et l'éducation publiques, avancera également, comme on peut en juger par la nouvelle suivante : « *Les dirigeants de la commission présidentielle bipartite établie par Barack Obama pour réduire le déficit budgétaire ont proposé une série de mesures d'austérité à tel point draconiennes qu'elles pourraient conduire, si elles étaient appliquées, à une explosion sociale similaire à celles observées récemment à Paris et à Londres.* » (Clarín, 11/11/2010).

### **Des mauvaises nouvelles pour l'Union européenne**

Les initiatives de la Fed représentent des « mauvaises nouvelles » pour les bourgeoisies impérialistes européennes, en particulier celles des pays de la zone euro. Ces bourgeoisies avaient déjà de sérieux problèmes : une croissance économique encore plus anémique que celle des Etats-Unis ; l'incapacité d'avoir une politique monétaire souple en raison de la contradiction de l'utilisation d'une monnaie commune (l'euro), mais sans l'unification des pays ; une crise financière dans plusieurs pays à la suite de l'aide apportée pour prévenir les faillites bancaires ; la nécessité d'appliquer des attaques très dures contre les travailleurs pour sortir de la crise financière. En même temps, elles doivent faire face à des luttes violentes comme réponse, ce qui provoque l'usure de leurs gouvernements. C'est une situation qui, dans l'ensemble, menace l'existence même de l'euro, résultat d'une construction de plus de 50 ans des bourgeoisies européennes.

Dans ce contexte, le pari était que la dévaluation de l'euro contre le dollar, l'année dernière, leur permettrait d'exporter plus et de commencer à sortir du bourbier. C'était surtout le cas de l'Allemagne, l'économie la plus forte du continent et le deuxième exportateur mondial, qui, plus tôt cette année, a eu une amélioration dans ses exportations industrielles qui a permis une certaine croissance de l'économie du pays et a contribué à pousser un peu la faible croissance dans le reste de l'UE. Une part importante des exportations allemandes va vers les Etats-Unis.

Maintenant, avec la dévaluation du dollar et l'accroissement de valeur de l'euro, cette porte a commencé à se fermer et les conséquences se font déjà sentir : en septembre dernier, la production industrielle allemande a diminué de 0,8 %.

La dévaluation du dollar signifie aussi que les bourgeoisies européennes devront intensifier leurs attaques contre les travailleurs, en raison de la nécessité accrue de baisser les salaires et de durcir les conditions de travail pour réduire les coûts et maintenir la « compétitivité » internationale face aux Etats-Unis.

Mais ces attaques ont lieu à un moment où les travailleurs européens sont déjà en train de lutter, dans plusieurs pays, contre les plans d'ajustement et de réduction budgétaire appliqués par leurs gouvernements. Cela ouvre la possibilité que cette lutte s'accroisse encore.

On comprend donc pourquoi le Ministre allemand de l'économie, Rainer Brüderle, fait état de « sa préoccupation » face aux mesures de la Fed. Un autre membre du gouvernement d'Angela Merkel a dit que cela « va créer l'effet d'un tsunami sur l'économie mondiale ». D'autre part, en tant que président de l'Eurogroupe et Premier

ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker a déclaré que la dévaluation du dollar « représente un grand risque », et il y a ajouté qu'il était nécessaire « d'éviter les comportements domestiques, plus inspirés par des réflexes égoïstes que par les besoins de la communauté internationale ».

Les mesures de la Fed auront également une incidence sur le Japon, dont l'économie, après des années de stagnation suivies par une chute dans le pire de la crise actuelle, avait connu une faible reprise à la fin de 2009 et le début de 2010, basée sur les exportations vers les Etats-Unis. Il convient de noter que le gouvernement japonais a été le premier, même avant les Etats-Unis, à appliquer des mesures protectionnistes, par le biais de la dévaluation du yen.

En d'autres termes, les principales bourgeoisies impérialistes sont divisées sur la façon de lutter contre la crise, et dans le « sauve-qui-peut », les bourgeoisies européenne et japonaise sont les plus mal loties.

### **La pression sur la Chine**

Un aspect important de la politique des Etats-Unis est la pression sur la Chine pour abandonner le système de parité fixe entre le dollar et le yuan, étroitement contrôlé par le gouvernement chinois, et de passer à un système de taux flottant du yuan, soumis aux aléas du marché.

Actuellement, avec le système de taux de change fixe, si le dollar se déprécie, le gouvernement chinois dévalue le yuan dans la même proportion et l'effet sur le commerce entre les deux pays est égal à zéro. Si, au contraire, le yuan avait un cours libre, la vaste accumulation annuelle de devises par la Chine, à cause du solde positif de la balance commerciale, se traduirait par une hausse du prix du yuan contre le dollar. Cela rendrait plus cher le prix international de ses produits industriels, ce qui s'ajouterait, en outre, à la hausse des coûts intérieurs en raison des augmentations de salaire que les travailleurs des grandes usines dans le pays obtiennent avec leurs grèves. Globalement, le processus nuirait aux exportations de la Chine, qui doivent déjà faire face à une dynamique négative, suite à la crise économique internationale. C'est pourquoi, jusqu'à présent, le gouvernement chinois refuse d'abandonner le taux de change fixe.

Dans ce contexte, Obama vient de faire un voyage en Inde. Le but principal du voyage était de se mettre d'accord sur la possibilité d'un rôle géopolitique régional privilégié de ce pays au détriment du Pakistan, de plus en plus immergé dans le prolongement de la guerre en Afghanistan. Mais en même temps, il s'est attelé à plusieurs objectifs économiques, représentant une menace à peine voilée de déplacer les investissements étasuniens vers l'Inde si la Chine ne change pas sa politique de taux de change.

### **Un autre de Bretton Woods ?**

Face à la perspective d'une guerre des devises, ses conséquences graves dans le système monétaire international fragile et instable, et les risques élevés pour l'économie et la politique internationale, plusieurs secteurs de la bourgeoisie ont commencé à parler de la nécessité d'un nouveau Bretton Woods

Cet accord international, signé en 1943, a construit, pour la première fois dans l'histoire, un système financier international, fondé sur le dollar comme monnaie mondiale, convertible selon une parité fixe entre le dollar et l'or. Il a fonctionné jusqu'en 1971, quand il a été rompu unilatéralement par le gouvernement de Richard Nixon, et il a été l'une des bases du boom économique d'après-guerre.

Par exemple, dans un article publié par le *Financial Times*, Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, a proposé la création d'un nouveau système monétaire mondial fondée sur un panier de monnaies (le dollar, l'euro, le yen, la livre et le yuan chinois) qui prendrait comme référence l'étalon-or pour le taux de change entre ces monnaies.

Toutefois, cette proposition, apparemment « rationnelle » par opposition à l'actuel « anarchie » monétaire internationale, est désormais totalement hors de propos. L'accord de Bretton Woods a été promu en 1943 par la bourgeoisie impérialiste étasunienne, qui a utilisé son hégémonie économique, politique et militaire incontestée au monde pour mettre ce système au service de ses intérêts. Mais maintenant, cette même bourgeoisie est contre la reconstruction d'un tel accord, parce qu'elle préfère profiter des lacunes d'un système monétaire plus « libre ». Les Etats-Unis et sa bourgeoisie y étant opposés, il n'y a pas de possibilité de construire un autre de Bretton Woods ou un quelconque accord similaire.

### **Un faux anti-impérialisme**

Comme indiqué ci-dessus, le gouvernement chinois est allé à la réunion du G-20 pour défendre son système de taux de change et pour critiquer la dévaluation du dollar. Elle a reçu le soutien d'autres « pays émergents » comme le Brésil et l'Argentine, dont les exportations, et leurs économies dans leur ensemble, seront également touchées par la dévaluation du dollar. Les gouvernements de l'UE ont, d'une part, critiqué l'émission de dollars et la dévaluation, mais ils ont aussi rejoint la pression sur la Chine pour libérer le cours du yuan.

Dans certains médias brésiliens et latino-américains, la position du gouvernement de Lula a été décrite comme « anti-impérialiste ». Rien de plus faux. Ce que les gouvernements des « pays émergents » prétendent, c'est de continuer à recevoir les miettes de l'économie internationale qui leur permettent de jouer leur rôle actuel dans la division internationale inégale du travail, à savoir, le rôle d'exportateurs importants de matières premières.

Par conséquent, face au début d'une nouvelle offensive brutale de l'impérialisme, ils se limitent à demander de la « coordination » et du « consensus », sans aucune confrontation réelle et profonde avec l'impérialisme. Ce n'est pas par hasard que Lula a déclaré que, finalement, il fallait « respecter » la décision du gouvernement étasunien (Folha de São Paulo, 11/12/2010).

Dans les pays semi-coloniaux comme le Brésil, une véritable politique anti-impérialiste commencerait par des mesures très simples telles que le contrôle strict des entrées de capitaux spéculatifs et la suspension du paiement des dettes externe et interne, ainsi que la rupture avec les institutions financières internationales.

Il s'agit de mesures qui, par la suite, devraient être accompagnées par la mise en place du monopole d'Etat sur la banque et le commerce extérieur, pour arrêter la fuite de devises et la spéculation financière, accompagnées aussi par l'expropriation des grands monopoles, pour ainsi mettre fin au pillage des ressources nationales, pratiqué par l'impérialisme. Et aucune de ces mesures n'est à l'agenda de Lula ou de ses partenaires.

### **Pour une solution ouvrière à la crise**

Le G-20 s'est terminé par un échec inévitable : aucun accord de « bonne volonté » ne peut exister, parce que les Etats-Unis, l'impérialisme hégémonique, s'y opposent. La politique poursuivie par l'administration Obama mettra de l'huile sur le feu de l'instabilité économique et politique internationale, dans sa quête pour faire avancer l'économie étasunienne.

Mais quelles que soient les politiques adoptées par les gouvernements, les bourgeoisies de tous les pays vont continuer à essayer de faire supporter leurs coûts aux travailleurs, par le chômage, les baisses de salaire et les conditions de travail plus dures, l'inflation et l'augmentation de la pauvreté.

La crise économique, les politiques des bourgeoisies et des gouvernements pour en sortir, mettent à nu le fait que, sous le capitalisme, nous ne pouvons qu'attendre plus d'instabilité, de crise et d'anarchie, ainsi qu'une détérioration constante des conditions de

vie des masses, étant donné que, pour survivre, le capitalisme menace d'entraîner l'humanité à la catastrophe. Une lutte assidue des travailleurs et des peuples est donc nécessaire.

Tout d'abord, il faut lutter contre les conséquences spécifiques de la crise économique et les politiques adoptées par les gouvernements bourgeois, comme la baisse des salaires, les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation publiques, les attaques contre les immigrés, etc.

Mais ces batailles immédiates et essentielles doivent avoir lieu dans le cadre de la lutte pour un changement fondamental, la révolution ouvrière et socialiste qui mette fin au capitalisme, un système de plus en plus irrationnel et inhumain. Dans cette perspective, la lutte des travailleurs et de la jeunesse de France et d'autres pays nous montrent le chemin.